Les sciences de l'information et de la communication : une discipline *Gender blind* ?

Information and Communication Sciences : a gender blind academic Field

Marlène Coulomb-Gully

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/518>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.518

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 129-153

ISBN : 978-2-86480-989-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Marlène Coulomb-Gully, « Les sciences de l'information et de la communication : une discipline *Gender blind* ? », *Questions de communication* [En ligne], 15 | 2009, mis en ligne le 01 août 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/518> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.518>

MARLÈNE COULOMB-GULLY

Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales

Université de Toulouse

marlene.coulomb@univ-tlse2.fr

LES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION : UNE DISCIPLINE *GENDER BLIND* ?

Résumé. — Sous le titre un peu provocateur « Les sciences de l'information et de la communication, une discipline *Gender blind* ? », on s'efforce de faire le point sur les relations entretenues entre sic et études de genre. Après avoir retracé les difficultés d'implantation de ces dernières en France et fait l'hypothèse d'un *Gender turn* de l'ensemble des sciences humaines et sociales au début des années 2000, on tente d'apprécier la place et l'apport de ce questionnement pour l'interdiscipline. Si les sic doivent s'ouvrir à la pensée du genre, ce n'est pas pour céder à un quelconque effet de mode, mais pour la fécondité de cette approche pour l'information-communication.

Mots clés. — Sciences de l'information et de la communication, études de genre, histoire des disciplines universitaires, féminisme, institutionnalisation.

Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens,
les histoires de chasse glorifieront les chasseurs.
Proverbe africain

On me pardonnera sans doute (et sinon, tant pis), le caractère doublement provocateur de ce titre : provocateur sur le fond, par la radicalité de ce qui peut apparaître comme une accusation pour certains (mais peut-être un soulagement pour ceux qu'indisposent les débats sur le genre) ; et provocateur dans sa forme, l'adoption d'une formule en anglais étant le signe, pour les détracteurs du genre, d'une paternité (voire d'une maternité) honteuse puisqu'américaine. Nous reviendrons sur ces deux points. Efforçons-nous auparavant de clarifier et l'expression employée et les objectifs de cet article. *Gender blind* qualifie, le plus souvent dans un emploi négatif, toute activité ignorant ou rejetant la spécificité de genre. Nous définirons provisoirement et succinctement le terme de « genre » comme désignant tout ce qui relève des « rapports sociaux de sexe », le genre étant au sexe ce que la culture est la nature, pour reprendre une formule célèbre. La question ici formulée consiste donc à tenter de savoir dans quelle mesure et pourquoi les sciences de l'information et de la communication (sic) seraient plus ou moins réfractaires que d'autres disciplines à intégrer cette dimension dans leurs travaux et – question subsidiaire – ce qu'elles gagneraient à cette rencontre. À l'origine de cette interrogation, une commande de la revue *Questions de communication* qui rejoint opportunément une préoccupation personnelle, intriguée que je suis par l'abondance des publications et débats actuels autour de cette problématique et la discrétion des sic sur cette interrogation qui devrait pourtant les interpeller au premier chef, tant l'information comme la communication sont structurées par le genre.

L'exercice n'est pas aisé. L'interdiscipline s'est constituée en associant « information » et « communication », rencontre indiscutablement productrice de richesse, mais qui rend tout discours formulé à partir de l'une de ces composantes susceptible d'être contesté par l'autre. Je travaille dans le domaine de la communication et le discours qui va suivre est formulé de ce point de vue, même si je vais m'efforcer d'avoir à l'esprit la dimension « information ». Cette même raison rend malaisées les comparaisons avec ce qui se passe à l'étranger où les domaines d'interrogation qui sont ceux des sic en France se sont structurés différemment; compte tenu de mon propre champ de recherche, c'est donc le plus souvent avec les médias (*Media Research/Media Studies*) que je serai amenée à formuler des comparaisons. On pourra enfin s'interroger sur ma légitimité à engager ce débat puisque, ancienne dans le domaine des sic, je n'ai découvert qu'assez récemment les travaux sur le genre, à l'image en cela de bien des universitaires de ma génération,

rares étant ceux – et le plus souvent celles – qui se sont orientés dans cette direction dès leurs débuts – c'est là un signe du retard des sic en la matière¹.

Nous commencerons par un rappel rapide de la façon dont les études de genre se sont implantées en France ; l'analyse de la dynamique et des difficultés rencontrées à ce premier niveau nous aidera à mieux comprendre les réticences des sic face aux interrogations portées par les études de genre, objet du second temps de notre réflexion qui propose par ailleurs un premier bilan des travaux des sic en la matière. Nous nous efforcerons enfin de montrer en quoi la problématique genrée s'avère d'une grande productivité pour les recherches en information-communication.

La difficile implantation des études de genre en France

« Le retard français en la matière est considérable » affirmaient encore en 2001 les coordinatrices de *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme* (Laufer, Marry, Maruani, 2001 : 11), considérant cette lenteur des sciences humaines et sociales à s'emparer de la question comme « bien suspecte ». Le constat est partagé par tous ceux qui travaillent sur cette question. Ce retard s'apprécie à un double niveau : par rapport aux États-Unis d'abord, berceau de la « discipline », ainsi que par rapport à un certain nombre de pays d'Europe du Nord

¹ En France, « faire carrière » à l'Université suppose de faire l'intégralité de son cursus dans une discipline. C'est la raison pour laquelle, comme le notent N. Le Feuvre et M. Andriocci (in : Griffin, 2002), même les universitaires intéressés par les études de genre déconseillent parfois encore à leurs étudiants de suivre cette voie. Le déficit de légitimité de la problématique, le soupçon qui pèse sur elle d'être une discipline de seconde zone, qui par conséquent attire des chercheurs de moindre valeur, conduit enseignants et étudiants à la prudence ; il s'agit donc de faire d'abord ses preuves et de passer sa thèse, voire son habilitation à diriger des recherches (HDR), sur un thème « reconnu », après quoi, ou en marge de quoi on pourra, le cas échéant, s'adonner au plaisir coupable et jouissif (coupable donc jouissif ?) de recherches dans le domaine du genre. En ce qui me concerne, cette rencontre s'est faite à la faveur d'une recherche engagée au début des années 2000 avec S. Bonnafous, professeure à l'université Paris 12, et portant sur la médiatisation internationale du 8 mars (Coulomb-Gully, 2006, a et b ; 2007 ; Bonnafous, Coulomb-Gully, 2007 ; Coulomb-Gully, Bonnafous, 2007) ; celle-ci m'a permis et de découvrir le champ foisonnant des travaux sur le genre et de mesurer l'écart important entre la production en France et à l'étranger (notamment l'Amérique du Nord et l'Europe du Nord).

notamment². Le constat peut sembler étonnant quand on sait par ailleurs le prestige, notamment à l'étranger, de ce qu'il est convenu d'appeler « la théorie féministe française » (*French Feminist Theory*), représentée entre autres personnalités par Luce Irigaray, Hélène Cixous ou Julia Kristeva et des écrivaines comme Simone de Beauvoir ou Marguerite Duras. Mais ce paradoxe s'explique en partie par l'histoire du féminisme en France et ses rapports avec l'institution universitaire, dont les études de genre ne peuvent être dissociées. Rappelons-en donc ici quelques grandes étapes. Pour ce faire, nous nous appuyons sur un ensemble de travaux, dont la dernière étude internationale disponible et diligentée à la fin des années 90 par la Commission européenne dans le cadre de la DG XXII³, permettant d'apprécier la spécificité française au regard des neuf pays d'Europe concernés par la recherche (Griffin, Braidotti, 2002⁴) : après leurs débuts dans les années 70 et un commencement d'institutionnalisation dans les années 80, les années 90 correspondent à un « creux », en dépit d'initiatives marquantes, avant le redémarrage à la fin de la décennie et le début des années 2000, sous l'impulsion du débat sur la parité politique.

« 1970 : année zéro du féminisme » ?

Après le mouvement suffragiste des années 1875-1920, les années 70 correspondent en France à la deuxième grande vague féministe du XX^e siècle, dans la foulée des événements de Mai 68. Le slogan bien connu « 1970 : année zéro du féminisme » témoigne donc à la fois d'une incontestable réalité et d'un bel oubli des luttes antérieures. Les *Women's Studies* sont issues du féminisme de ces années, dont la radicalité peut être considérée comme une des caractéristiques essentielles : refus du réformisme comme de toute « récupération » par des partis politiques, exclusion des hommes, rejet de toute hiérarchie et de toute forme de *leadership*, etc. (Picq, 1993). On conçoit que ces spécificités n'aidèrent

² Dans l'introduction, j'ai employé les expressions « dimension genrée », « problématique du genre », « question du genre » : les études de genre sont-elles une discipline ou une interdiscipline ? Doivent-elles être enseignées comme une discipline à part entière et revendiquer leur autonomie, ou s'intégrer dans des champs d'ores et déjà existants ? Si la question a fait débat, elle semble aujourd'hui tranchée, dans la pratique sinon sur le plan épistémologique. En France en effet, contrairement à d'autres pays, les études de genre sont enseignées au sein de départements relevant de sections comme la sociologie par exemple, et revendiquées comme mode d'analyse du monde et du savoir par des chercheurs de toutes spécialités (voir *infra*).

³ La DG XXII est l'ancienne direction générale de l'éducation à la Commission européenne.

⁴ Nous assurons – et assumons – la traduction en français des passages cités.

pas à intégrer l'institution universitaire en particulier, caractérisée par la hiérarchisation des responsabilités et une centralisation à l'opposé des principes et des modes de fonctionnement des féministes. Souhaitées par certaines, l'intégration à l'Université fut considérée par nombre d'entre elles comme une trahison, comme une acceptation des règles des dominants et une façon de pactiser avec l'ennemi. Cette controverse met aussi l'accent sur les relations difficiles entre militantisme – féministe, en tout cas – et monde académique, la suspicion de l'engagement partisan pesant aujourd'hui encore sur les travaux sur le genre, qui pourraient ne pas satisfaire aux critères d'objectivité qui caractériseraient la recherche scientifique ; nous y reviendrons. *Last but not least*, l'approche féministe revendique un lien fort avec le terrain et le concret de l'expérience quotidienne, préconisation aux antipodes de la légitimité théorique et conceptuelle qui domine à l'Université française.

Malgré tout, les premiers enseignements se mettent en place au début des années 70, à Paris 8-Vincennes, l'université de toutes les audaces, mais aussi à Paris 7, à Lyon 2, à Toulouse 2, notamment en histoire et en sciences sociales, champs ouverts d'une nouvelle contestation selon Françoise Picq (*in* : Griffin, Braidotti, 2002 : 317) ; selon celle-ci, les femmes lancent un défi aux disciplines où la domination masculine est la plus manifeste, y soulignant l'exclusion des femmes et la construction sociale de la différence sexuelle. C'est aussi la raison, explique-t-elle, pour laquelle on parle alors d'études « féministes » plus que d'études « féminines », le terme désignant une approche plus qu'une discipline. À ces deux domaines pionniers, d'autres chercheurs ajoutent la psychologie, la philosophie, la littérature et les études anglo-saxonnes, en précisant que la prise en compte par ces disciplines des problématiques liées au genre a été imposée par ceux – et le plus souvent celles – qui étaient convaincus de sa productivité scientifique, et en dépit de l'absence de soutien institutionnel qui caractérise encore le plus souvent ce secteur.

Du début de reconnaissance des années 80 au « creux » des années 90

Les années 80-90 correspondent à un relatif développement de ces études qui ne permettent toutefois pas à la France de se positionner plus favorablement au niveau européen, le soutien institutionnel étant pour le moins erratique⁵. Il fut réel au début des années 80, suite à l'arrivée de la gauche au pouvoir, le colloque toulousain de 1982 sur « Femmes,

⁵ N. Le Feuvre (*in* : Braidotti, Vonk, Wichelen, 2000 : 178) considère même que la situation de la France s'est alors dégradée en comparaison des autres pays européens.

féminisme et recherches », organisé avec le soutien du CNRS, du ministère des Droits de la Femme et de celui de la Recherche et de la Technologie, constituant une étape marquante. Témoignent aussi de cet appui le lancement du programme ATP du CNRS « Recherches sur les femmes et recherches féministes » (1983-1989) et le fléchage, entre 1985 et 1991, de cinq postes d'« études féministes » à l'Université⁶ tandis qu'en 1989 était fondée l'Association nationale des études féministes (ANEF). En dépit de la création, en 1994, du GDR MAGE (Groupement de recherche sur « Marché, travail et genre »), l'engagement institutionnel fait de plus en plus défaut et le développement des Études de genre repose pour l'essentiel sur l'implication personnelle d'un certain nombre d'individualités.

Troisième millénaire : la nouvelle donne

La fin des années 90 et le début des années 2000 permettent une nouvelle donne. Tandis que, sur le plan universitaire, l'année 2000 voit la création du Réseau interuniversitaire et interdisciplinaire national sur le genre (RING) et de Mnemosyne, association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, et 2001 celle de la Société internationale pour l'étude des femmes de l'ancien régime (SIEFAR), la question du genre devient un objet de débat public. En effet, le retour de la gauche au pouvoir en 1997 et le lancement du débat sur la parité suscitent une prise de conscience collective (ou une crise de mauvaise conscience collective). Une forte production éditoriale, au sein des maisons d'édition les plus en vue, vient alors répondre aux interrogations du public, et donne toute leur visibilité à des recherches jusqu'alors confinées dans des lieux plus confidentiels (revues scientifiques, presses universitaires, etc.)⁷.

Les débats autour de la loi sur la parité, auxquels la candidature de Ségolène Royal en 2007, a achevé de donner corps, ont favorisé la prise de conscience du *Gender gap* par les citoyens. Geneviève Fraisse (Le Feuvre,

⁶ Il s'agit de 5 postes de maîtres de conférences, deux en histoire, l'un à Toulouse 2 (initialement occupé par M.-Fr. Brives) et l'autre à Paris 8 (Y. Ripa), deux postes en sociologie, l'un à Paris 7 (Cl. Zaidman), l'autre à Toulouse 2 (N. Le Feuvre) et 1 poste en droit social à Rennes 2 (A. Junter-Loiseau). Ces postes ont été attribués sur un contingent spécifique, accordé directement par le ministère, aux établissements qui en ont fait la demande et qui se sont engagés à développer une offre de formation dans ce domaine. D'autres postes « fléchés genre » ont été créés depuis, mais à l'initiative des universités.

⁷ L'affirmation, globalement partagée, de l'augmentation de la production éditoriale dans le domaine du genre mériterait d'être étayée par des études précises. Le champ commence d'être défriché, par des monographies portant sur des maisons d'édition spécifiques, ainsi que par des travaux plus larges. La journée d'études organisée en janvier 2007 par l'association Mnemosyne sur les femmes et l'édition, donne un premier aperçu sur cette question (Mnemosyne, 2007).

in : Braidotti, Vonk, Wichelen, 2002 : 209) parle de la (sous)représentation des femmes en politique comme du « Cheval de Troie du renouveau féministe en France ». Ils ont aussi donné un coup d'accélérateur aux études de genre. Outre l'histoire et la sociologie, présentes dans le concert des disciplines pionnières et plus que jamais actives dans les débats, la science politique et la philosophie (politique) sont désormais directement interpellées. C'est aussi à ce moment que les sic s'orientent vers ces questions, principalement (mais pas exclusivement) par le biais d'interrogations autour de l'espace public et de la communication politique, objets d'étude traditionnels de la discipline. L'édition d'une petite dizaine de livraisons de revues du champ ou apparentées témoigne de cet engagement⁸. Et l'on peut se demander si, de même qu'on a pu parler d'un « *Linguistic turn* » dans l'historiographie américaine des années 60, on peut aujourd'hui parler d'un *Gender turn* pour les sic françaises. Mais avant d'envisager cette question de l'intérieur des sic, voyons dans quelle mesure cette prise en compte de la problématique du genre dans l'interdiscipline est perçue par les études de genre.

Rapport d'étape : les sic au regard du genre

En dépit des difficultés, et malgré le retard français en la matière⁹, les études de genre sont donc aujourd'hui bel et bien implantées en France et le bilan des recherches menées, consistant. La perspective genrée s'est surtout développée en sociologie, histoire, psychologie sociale, philosophie, littérature, littérature et civilisation anglophones et économie. À la fin des années 90, date du dernier recensement officiel, Nicky Le Feuvre et Muriel Andriocci estiment à 70 les enseignements dispensés sur le genre, présents dans 12 des 78 universités françaises répertoriées, celles Paris 7 et 8, Lyon 2 et Toulouse 2, présentes dès l'origine, apparaissant comme moteurs¹⁰. Les sites du RING et de l'ANEF permettent toutefois de constater que le catalogue des enseignements dispensés s'est nettement enrichi depuis. Les sic n'apparaissent toutefois pas à qualité dans les banques de données sur l'enseignement du genre¹¹.

⁸ Voir liste en annexe.

⁹ Si au Royaume-Uni, en Finlande, aux Pays-Bas et en Allemagne, les études de genre sont considérées comme bénéficiant d'un haut niveau d'institutionnalisation et de reconnaissance, la France fait partie, avec la Slovénie, la Hongrie, l'Italie et l'Espagne des 5 pays d'Europe où ce secteur est le moins reconnu (Griffin, Braidotti, 2002).

¹⁰ Parmi les thèmes d'enseignement privilégiés en Europe, G. Griffin et R. Braidotti (2002 : 14-27) mentionnent les femmes comme entités sociales et politiques ; la culture ; l'identité et la subjectivité, race et ethnicité, les violences contre les femmes, les questions de terminologies et l'histoire des mouvements féminins.

¹¹ Ce qui n'exclut pas que des enseignants en sic puissent intervenir dans des formations sur le genre répertoriées sous d'autres chapeaux.

Même constat du côté de la recherche, en pleine expansion. Le dynamisme éditorial en est une preuve, ainsi que le nombre de colloques organisés sur ce thème et dont rendent compte les sites précédemment mentionnés. Mais là encore, la visibilité des sic est très faible. L'interrogation du site du RING qui répertorie les quelque 8000 documents des trois principaux centres de documentation spécialisés dans le genre (Louise Labé, Simone Sagesse et Credef), à partir des termes « médias », « communication », « information » (dans le sens des sic) et « technologies » (en dehors des « technologies de la reproduction »), donne successivement 4, 7, 1 puis 5 occurrences, soit moins de 20 occurrences sur 8000.

SIC et genre : une reconnaissance tardive

Enseignement et recherche : vers un état des lieux

Inversant la perspective et partant désormais des sic, nous avons parcouru l'offre de formation d'un certain nombre d'universités et d'écoles connues pour l'importance de leur enseignement dans ce domaine, afin de repérer l'éventuelle présence de cours sur le genre¹². Nous avons complété cette approche par une interrogation en direct des collègues ayant une vision globale sur la discipline par le biais de leurs fonctions ou de leurs recherches, ou ayant publié dans le domaine des études de genre¹³. Au terme de cette enquête, il semble qu'une seule Université propose un enseignement de ce type, tandis qu'une autre envisage de le faire¹⁴. Nous avons conscience

¹² Il s'agit des universités suivantes : Avignon, Bordeaux 3, Grenoble 3, Lille 3, Université Paul Verlaine-Metz, Nancy 2, Nice-Sophia Antipolis, Paris 3, 4, 12, 13, Rennes 2, Toulouse 1, 2 et 3. On trouve aussi des enseignements en sciences de l'information et de la communication dans des iep et dans d'autres lieux, qui n'ont pas été explorés ici. Ont été pris en compte les termes « Genre/études de genre/Gender studies », « Sexe/sexué », « Femme-s/féminin-e-s/ féministe-s », « Homme-s/masculin-s », « Queer-s », « Gay-s », « Lesbian-s ».

¹³ Que soient ici remerciés en particulier M.-J. Bertini (une des rares chercheuses en sic, avec M.-H. Bourciez, dont l'intégralité du parcours s'inscrit dans cette problématique), Cl. Blandin, R. Boure (que je remercie aussi pour sa relecture attentive de cet article), H. Cardy, C. Courbières, V. Couzinet, I. Garcin-Marrou, Y. Jeanneret, A. Krieg-Planque, Cl. Oger, J.-Fr. Tétu et J. Walter, qui ont accepté de répondre à mes questions. Je remercie aussi les collègues étrangères qui m'ont informée sur les relations entre études de genre et communication dans leur pays : J. Brun (Canada), C. Byerly (États-Unis), M. Lünenborg (Allemagne), Sh. Perry (Royaume-Uni) et L. van Zoonen (Pays-Bas).

¹⁴ Il s'agit pour la première de l'université de Sophia-Antipolis, enseignement dispensé sous l'égide de M.-J. Bertini, et pour la seconde de l'université Paul Verlaine-Metz. Dans les deux cas, l'enseignement de 10 à 12h/année, dispensé à un niveau Master 2. En outre, ce parcours nous a permis de constater que la féminisation des titres, pourtant préconisée par les textes officiels, est loin d'être pratiquée puisque l'on parle encore presque partout de « Professeur » et de « Maître de Conférence » alors même que ces titres s'appliquent à des femmes. Ceci témoigne, dans le meilleur des cas, d'une totale absence de sensibilité à cette question, et dans le pire, d'un refus de traduire sur le plan linguistique la féminisation des fonctions.

qu'il ne s'agit là que d'un sondage, qui de plus n'est pas à l'abri d'erreurs ; et ce ne sera pas là un des moindres résultats de ce travail, s'il conduit à des rectifications permettant de compléter ce tableau.

Nous savons aussi que les intitulés ne disent pas tout du contenu réel des enseignements et que ceux-ci constituent par ailleurs le niveau le plus élevé de reconnaissance d'une problématique – reconnaissance inversement proportionnelle au niveau où l'enseignement est dispensé, et nous n'ignorons pas le décalage entre l'importance reconnue d'une problématique et sa traduction en termes pédagogiques. Ajoutons que le jeu institutionnel permettant d'aboutir à la modification d'une maquette pour imposer un nouvel enseignement s'apparente parfois à une course d'obstacles, d'abord au sein de l'Université ; celle-ci étant « *male dominated* », les femmes étant minoritaires parmi les professeurs et le plus souvent moteurs dans les travaux sur le genre, elles sont de surcroît mal placées pour défendre ce type d'enseignement et faire le lobbying nécessaire. Pour toutes ces raisons et malgré une minoration possible des enseignements dans ce domaine, ce maigre premier bilan confirme la marginalité de l'approche genrée en sic. Voyons à présent ce qu'il en est sur le plan de la recherche.

Nous avons situé le *Gender turn* (tout relatif) des sic au début des années 2000. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons pris en compte l'ensemble des revues labellisées en sic, en partant, de façon indicative, de la liste dressée par le CNU et analysé leurs sommaires durant les dix dernières années lorsque cela a été possible. L'exercice est périlleux, les risques d'oublis et de confusion, évidents ; prenons-en néanmoins le risque¹⁵.

Le bilan fait état de 8 livraisons thématiques publiés entre 2000 et 2007, plus deux autres annoncés pour 2009 et, hors dossiers, près d'une quinzaine d'articles qui figurent principalement – et sans doute n'est-ce pas un hasard – dans les mêmes revues qui ont consacré au genre un ou plusieurs

¹⁵ Cette liste, disponible sur le site du Conseil national des universités (CNU), comporte plus de vingt titres qui ont tous fait l'objet de cette investigation, à l'exclusion des revues professionnelles. Il s'agit des revues suivantes : • *Communication* • *Communication et langages* • *Communication et organisation* • *Culture et musée* (ex *Publics et musée*) • *Distance et savoir* • *Études de communication* • *Hermès* • *Les enjeux de l'information et de la communication* • *MEJ* • *Mots. Les langages du politique* • *Protée* • *Questions de communication* • *Recherches en communication* • *Réseaux* • *Revue canadienne de sciences de l'information et de bibliothéconomie* • *Sciences de la société* • *Sociétés et représentation* • *Le temps des médias* • *Alliage* • *Cinémaction* • *Médiamorphoses* • *Medium* • *Nouveaux dossiers de l'audiovisuel*. La recherche ayant été faite sur l'internet, elle dépend du niveau de sophistication des sites des revues, mais la plupart d'entre eux a permis d'obtenir les informations que nous cherchions.

numéros thématiques¹⁶. Selon que l'on considère que le verre est à moitié plein ou à moitié vide, le bilan apparaîtra maigre ou consistant. Maigre si on le compare à la situation d'autres disciplines comme la sociologie ou l'histoire, où existent revues et collections intégralement dédiées à cette problématique. Maigre encore quand on le compare au dynamisme de l'approche genrée dans les *Media Studies* étrangers, par exemple, où des travaux sur ce thème sont menés depuis plusieurs décennies, en Europe du Nord ou aux États-Unis notamment. Il n'en reste pas moins qu'un virage a été pris à l'orée du troisième millénaire, suite à la prise de conscience globale en France concernant notre retard en la matière.

La question demeure toutefois de ce qui ne peut manquer d'apparaître comme un paradoxe lorsqu'on songe au caractère fortement genré de la discipline, où les étudiantes sont majoritaires et où les enseignantes le seront bientôt, et aux parentés « objectives » entre sic et études de genre. Mais peut-être est-ce là, précisément, que le bât blesse.

Les sic au miroir du genre : une insoutenable proximité ?

L'hypothèse que nous formulons est la suivante : la persistante indifférence des sic pour les études de genre, si elle n'est pas propre à l'interdiscipline, n'en prend pas moins ici un relief particulier. En effet, bien des griefs formulés par le monde académique français à l'encontre des études de genre rappellent ceux qui ont été opposés aux sic dans leur combat pour l'accès à la légitimité institutionnelle. Cette gémellité fondatrice constitue peut-être une clé pour comprendre notre retard à nous saisir de la problématique genrée, alors que tout au contraire plaiderait pour une rencontre précoce et féconde¹⁷.

Une naissance commune

Rappelons tout d'abord que, originaires d'outre-Atlantique – ce qui pèsera lourd dans leur difficile acclimatation au paysage universitaire français –, l'une et l'autre ont été introduites et se sont développées en France à la même

¹⁶ Les numéros thématiques sur le genre, figurent en Annexe. Quant aux publications hors dossier, il s'agit de deux articles dans MEI ; quatre dans *Questions de communication* ; plus de cinq dans Réseaux. Citons aussi un article dans *Communications* (« Écritures féminines et rites de passage »), mais sans rapport avec les sic ; un autre dans *Communications et langages* ; deux dans *Communication*.

¹⁷ Nous nous appuyons ici sur quelques ouvrages de référence sur les origines et la constitution des sic : Bougnoux (1998), Boure (2002), Mattelart (1995), Miège (1995), Mucchielli (1995), Olivesi (2006).

époque. Nées dans la foulée de Mai 68, elles ne sont pas sans rapport avec le vaste mouvement de remises en cause qui a traversé la société française à cette période. Bouleversements sociaux, dont les revendications des femmes sont l'expression, mais bouleversements techniques aussi, avec la montée en puissance des communications (informatique, etc.) dont témoigne le développement des SIC. Cette coïncidence chronologique, qui ancre les deux « disciplines » dans un même humus et une même jeunesse¹⁸, se double d'un ensemble de caractéristiques, tantôt partagées, tantôt propres à l'une ou à l'autre, mais ayant en commun d'avoir suscité la méfiance, voire le rejet de l'Université française.

Primat de l'approche empirique et prégnance du terrain

Ainsi du primat de l'approche empirique et de la prégnance du terrain, si peu conformes à notre tradition universitaire et qui ont été également portés à leur débit. En SIC, ils se manifestent par l'impératif professionnalisant et la pression de l'expertise qui ont longtemps marginalisé le rapport à la recherche (Meyriat, Miège, in : Boure, 2002 : 46 et sq.). Pointant de leur côté l'accueil réservé fait aux études de genre par certains pays d'Europe, Gabrielle Griffin et Rosi Braidotti (2002 : 4) rappellent que le terrain et l'empirisme constituent des postulats majeurs des études de genre où l'expérience est considérée comme la meilleure source de la connaissance, comme de toute théorisation. Notant au passage la convergence entre ce principe et l'aptitude de la langue anglaise à traduire le concret, elles soulignent que ce postulat pragmatique, en phase avec les traditions d'Europe du Nord comme des États-Unis, est aux antipodes des traditions dominantes en Europe du Sud et de l'Est. Celles-ci seraient caractérisées par des approches en priorité mono-disciplinaires, le prestige des humanités, le culte du concept, voire la « mystique de l'Intellectuel », qui lui confère un statut « plus flamboyant » de gardien du temple de la haute culture, autant de traits bien éloignés de ceux qui caractérisent les études de genre, comme les SIC.

Militantisme/académisme

Cette caractéristique rejoint le débat militantisme/académisme, ou engagement/scientificité, très vif dans les milieux féministes dans les années 70 : d'une part, certaines féministes refusèrent de voir leurs problèmes devenir des « problématiques » au sens académique du

¹⁸ À l'Université, en particulier en sciences humaines, la légitimité d'une discipline est souvent inversement proportionnelle à sa jeunesse, et cette hiérarchisation vaut aussi au sein d'une même discipline, où plus l'objet d'étude est éloigné dans le temps, plus il est réputé inaccessible et complexe, et ceux qui y travaillent, respectés.

terme, cette mutation leur apparaissant comme une « récupération » institutionnelle contraire aux principes et à la vocation du mouvement (on a parlé à ce propos de « trahison des clercs »). D'un autre côté, l'Institution elle-même a toujours suspecté l'engagement militant de celles et ceux qui s'engageaient dans la voie universitaire comme étant incompatible avec les exigences de scientificité, parfois réduite à la seule soi-disant « objectivité »¹⁹. Ce soupçon qui continue de peser sur la discipline contribue à la dévaloriser aux yeux de certains, au nom d'une légitimité qui semble ignorer que tout engagement scientifique repose sur l'engagement de la subjectivité, même si celle-ci apparaît moins visible pour d'autres thématiques²⁰.

Principes éthiques et anti-américanisme

À cette tradition philosophique et culturelle, il faut ajouter une spécificité française, qui n'a pas non plus contribué à légitimer les études de genre : l'universalisme républicain. Celui-ci – les débats autour de la parité en politique l'ont rappelé – récuse toute spécificité de race, de classe et de genre pour ne voir en chaque citoyen qu'un exemplaire d'une humaine condition dégagée de toute incarnation. La grandeur de notre République était à ce prix, bien éloignée de la conception de la démocratie qui prévaut aux États-Unis par exemple. Universalisme contre communautarismes, République contre démocratie, représentation contre incarnation, etc. : la déclinaison du double paradigme est connue. Ajoutons que la revendication de ce principe républicain se double peut-être d'une forme de mépris ou de condescendance contre l'Amérique des religions et des corps, dont les études de genre semblaient être l'émanation directe.

Résister à cette façon d'appréhender la réalité du monde comme l'univers du savoir est apparu à certains comme une nécessité où se mêlaient défense de principes éthiques et philosophiques et résistance à l'impérialisme américain. Ce même anti-américanisme est perceptible dans la frilosité avec laquelle les *sic* ont elles aussi été perçues à leurs débuts, la communication apparaissant comme une invention étasunienne cristallisant un ensemble de savoirs et de savoir faire également critiquables.

¹⁹ L'engagement politique des universitaires était quant à lui fort bien accepté.

²⁰ « Le débat portant sur la possibilité d'être à la fois savant et militant me semble largement dépassé. Ce livre montrera au lecteur et à la lectrice qu'on peut, tout en affichant ses convictions de citoyen(ne), effectuer sans faille son travail scientifique », affirme Jeanine Mossuz-Lavau (in : Bard, Baudelot, Mossuz-Lavau, 2004 : 16). La formule de dénégarion est intéressante en ce qu'elle révèle la nécessité d'affirmer comme prescrite une question qui, si elle l'était vraiment, ne mériterait sans doute pas même d'être mentionnée.

La tradition marxiste, dominante dans une partie de l'Université durant les années 70, a redoublé ces préventions à l'égard d'une approche qui entendait faire des femmes un objet d'étude à part entière, indépendamment de la question de la lutte des classes et le lien entre les études de genre et les *Cultural Studies*, dont on sait les rapports difficiles avec les sic, ont encore compliqué la donne²¹.

Disciplines ou interdisciplines ?

Le dernier point de rencontre entre sic et genre est celui de leur statut épistémologique : s'agit-il de disciplines à part entière ou d'interdisciplines ? La question a été débattue dans les sic, où malgré leur « métissage revendiqué » (Boure, in : Olivesi, 2006 : 251), les discussions sont récurrentes sur les frontières avec les disciplines proches et lointaines. Il a été tranché dans la mesure où malgré leur statut d'interdiscipline, les sic sont enseignées au sein d'entités autonomes. La même question s'est posée pour les études de genre : devaient-elles faire l'objet d'un enseignement au sein d'unités propres, ou être intégrées aux disciplines d'ores et déjà existantes pour en renouveler les problématiques ? Contrairement à ce qui s'est passé pour les sic, et à ce qui se pratique pour les études de genre dans d'autres pays, en France, elles sont intégrées au sein des entités disciplinaires existantes. Cette situation est analysée par certains comme un échec des féministes à imposer un rapport de forces qui leur soit favorable, échec lourd de conséquences. La visibilité de la discipline s'en trouve amoindrie ainsi que sa légitimité au regard des critères universitaires, fondés sur le prestige (mono)disciplinaire.

Les études de genre comme les sic sont donc apparues comme des disciplines « non nobles », voire « impures » au regard des critères de scientificité mis en avant dans l'université française, et par conséquent suspectes aux yeux de la légitimité académique. Elles-mêmes longtemps dominées au sein de l'Université, longtemps en quête de respectabilité, les sic n'ont sans doute pas été pressées de s'ouvrir à des problématiques caractérisées par des traits perçus comme redoublant leurs propres faiblesses et pouvant raviver les débats dont elles semblaient à peine sorties. Mais les sic doivent aujourd'hui s'ouvrir à la pensée du genre. Non pour céder à un quelconque effet de mode, mais parce que la fécondité de cette approche pour nos problématiques s'avère considérable.

²¹ La résistance des sic aux *Cultural Studies*, alors même que les convergences thématiques semblent évidentes, mériterait un développement en soi (Mattelart, Neveu, 2008 ; Maigret, Macé, 2005, chapitre 1 ; MEI, 2006 ; Réseaux, 1996).

SIC et genre : une rencontre nécessaire

Un clivage dépassé

Avant de développer ce qui nous apparaît comme des convergences de fond entre approche communicationnelle et genre, voyons en quoi les effets presque mécaniques dus à la seule évolution disciplinaire conduisent à cette rencontre.

Un inévitable rattrapage

La question du déficit de légitimité dont les sic ont longtemps souffert est aujourd'hui une question dépassée ; en témoigne l'effacement du thème dans les débats menés au sein de l'interdiscipline et dont la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC) – entre autres composantes – peut apparaître comme une caisse de résonance. Par ailleurs, le nombre d'enseignants-chercheurs y est désormais suffisamment important pour ne pas en faire une discipline marginale, résiduelle ou contrainte à des stratégies de défense²². Parallèlement, les procès en sorcellerie régulièrement intentés à la communication dans les années 80 semblent aujourd'hui avoir fait long feu, ce qui n'est pas non plus sans incidence sur la légitimation des sic. Les sic étant désormais pleinement reconnues, la frilosité qu'on a cru pouvoir déceler dans leur méfiance à l'égard des études de genre doit être dépassée. Parallèlement, la reconnaissance des études de genre est elle aussi en bonne voie (toujours l'effet miroir entre les deux disciplines ?). En témoigne par exemple, l'ouverture de disciplines réputées très réfractaires à ces problématiques, comme le droit ou la science politique

L'évolution sociodémographique de la population des enseignants-chercheurs constitue une autre raison permettant de penser que la réticence des sic face aux études de genre est en passe d'être surmontée. On savait les études de communication plébiscitées par les filles (Baudelot, Establet, *in* : Blöss, 2001) ; Pascal Froissart et Hélène Cardy (2006) montrent que de plus, celles-ci sont majoritaires parmi les enseignants-chercheurs recrutés dans notre interdiscipline : « Dans la fourchette des 25-35 ans, 70 % des enseignants-chercheurs sont des femmes » écrivent-

²² 663 enseignants-chercheurs, maîtres de conférences et professeurs confondus, en 2005, selon P. Froissart et H. Cardy (2006), ce qui place les sic en position médiane au sein de l'ensemble des disciplines du CNU.

ils²³. Les femmes étant moteur dans les études de genre, par des effets de transitivité bien connus, on peut imaginer que la féminisation des sic facilitera la prise en compte de cette problématique.

De fait, les femmes et notamment les jeunes chercheuses, sont particulièrement nombreuses dans les articles consacrés aux approches genrées²⁴. Effet sans doute d'une légitimité désormais plus grande des interrogations sur le genre, autant que d'une interpellation classique des femmes pour ce type de réflexion, cet investissement précoce des collègues dans cette réflexion aura aussi pour conséquence la capitalisation et la visibilité de ces recherches, qui leur ont longtemps fait défaut. Trop souvent jusqu'ici, parce que ces études étaient faiblement légitimantes et pouvaient constituer un handicap dans la carrière, les chercheurs y sont venus tardivement et ont pratiqué une forme de dilettantisme qui semble aujourd'hui dépassé. Mais plus profondément, sic et genre sont liés par une proximité quasi organique.

sic et genre : des convergences « ontologiques »

Si le domaine de réflexion des sic n'exclut pas la donnée historique, loin s'en faut, la nature même de leurs objets d'étude les ancre dans l'actualité. Or, le changement de statut des femmes dans la seconde moitié du XX^e siècle a bouleversé notre réalité quotidienne : essor des scolarités féminines, féminisation du salariat, maîtrise de la procréation, mutations de la famille, parité politique... « Nous ne vivons plus dans le même monde », observent les auteures de *Masculin-Féminin : question pour les sciences de l'homme* (Laufer, Marry, Maruani, 2001 : 13). Toutes les pratiques s'en trouvent transformées, des plus quotidiennes comme la participation à la vie associative, le loisir ou le travail domestique et salarié, aux plus exceptionnelles comme les temps forts de la vie politique à

²³ Ils observent aussi que celles-ci enseignent en priorité dans des structures « dominées » de l'institution universitaire (iut et iufm), et que si elles sont presque aussi nombreuses que les hommes au rang de maître de conférences (250 femmes pour 271 hommes), elles restent minoritaires parmi les professeurs (38 femmes pour 104 hommes). Leurs thèmes de recherche semblent aussi différer de ceux des hommes, ce qui confirme le caractère genré de la recherche en sic.

²⁴ « Que cinq auteurs sur six soient des femmes n'est pas fortuit. Cette caractéristique recoupe la topographie des études menées dans le domaine, où la part d'implication reste significative » notent les coordonnateurs du dossier « Espaces politiques au féminin » (*Questions de communication*, 2005 : 9). « Comme par un fait exprès, trois quarts des propositions étaient rédigées par des femmes, ce qui laisse pantois, comme si la question posée était « genrée » », notent de leur côté les coordonnateurs de la livraison « Sexe et communication » de la revue *MEI* (2004 : 1), avant d'ajouter : « Plus de la moitié des propositions étaient le fait de jeunes chercheurs et doctorants ».

travers des élections. Comment imaginer qu'une discipline comme les *sic*, qui interrogent ces objets à travers le prisme de la médiatisation, puissent occulter la variable genrée ?

Plus profondément encore, de même qu'elle est travaillée par des rapports de classe et des rapports ethniques, toute communication est par définition genrée. Nous suivons ici la démonstration de Marie-Joseph Bertini (2005 : 118-119) qui dans une formulation forte, rappelle la consubstantialité de la communication et du genre : « Penser le genre ou pensés par le genre ? » écrit-elle. « L'information-communication [poursuit-elle] constituent des processus, mais aussi des dispositifs techniques et médiatiques structurés par le genre. En sorte que les opérations qu'elles recouvrent sont gouvernées par les rapports sociaux de sexe et interprétés à l'intérieur d'une sémiosis générale définie par eux. Il s'agit donc de mettre en évidence le fait que la différence socialement construite des sexes et la hiérarchisation qu'elle instaure entre eux, représente le principal agent d'organisation de l'information et de la communication d'une part, et que toute situation d'information et de communication se réfère implicitement au système de signification et d'interprétation que constitue le genre, d'autre part » (*ibid.* : 121). Si donc, conclut-elle, comme l'affirme l'adage célèbre de l'école de Palo Alto : « On ne peut pas ne pas communiquer », celui-ci est toujours précédé par celui selon lequel « on ne peut pas ne pas communiquer du genre » (*ibid.* : 122).

Cette analyse rejoint celle de la sociologue du genre Irène Théry (2007) qui prône de son côté une approche relationnelle de la question des sexes : pour elle, la croyance en un moi original n'est qu'une mystification de nos sociétés occidentales, qui imaginent ainsi le genre comme un caractère interne à l'individu et non comme le résultat de relations sociales normatives et relatives. Si le genre s'inscrit en priorité dans la relation des sexes, la communication est au cœur du processus. C'est dire si la prise en compte de la variable genrée, non contente d'assurer une plus-value critique aux *sic*, entraîne une refonte générale de notre appréciation communicationnelle.

La productivité d'une approche genrée de la communication

Qu'ils l'aient ou non exprimé en ces termes, les travaux anglo-saxons rendent bien compte de la centralité du genre dans les processus de communication, et l'abondance et la richesse de ces publications témoignent de la productivité de l'approche. Les recherches auxquelles nous faisons référence ici portent sur les médias en particulier; plus que

sur la « communication » ou l'« information-communication » en général, tant il est vrai que la question de la représentation des femmes dans les médias, sous-tendue par celle de leur opérativité sociale, en a fait d'emblée un champ d'études privilégié des études de genre. Le contenu de deux ouvrages de référence nous donne une vision assez complète des axes privilégiés.

Nous passerons rapidement sur le livre de Lisbeth van Zoonen (1994) qui approche les études de genre sur les médias en distinguant entre trois courants majeurs : le féminisme libéral, le féminisme radical et le féminisme socialiste ; si tous trois partagent une même conception instrumentale des médias, l'entrée dans la problématique est, comme son nom l'indique (*Feminist media studies*), justifiée par une approche militante, conforme à la tradition anglo-saxonne des *Feminist studies* comme des *Women's Studies*.

L'ouvrage de Carolyn Byerly et Karen Ross (2006) n'est pas non plus dépourvu d'objectifs militants puisque toute la seconde partie (« *Women, media and the public sphere : shifting the agenda* ») porte sur la façon dont les femmes, dans leur action politique, associative, en tant que professionnelles des médias ou par des actions de lobbying, peuvent conduire les médias à modifier leur représentation des femmes. La dialectique entre médias et société impliquant qu'une modification de la représentation des femmes dans les médias est à la fois cause et conséquence de la représentation des femmes dans la société. La première partie du livre offre, quant à elle, un vaste panorama des travaux menés, qu'il est impossible de résumer en quelques lignes. Nous nous bornerons à trois observations : l'organisation même de l'étude semble tributaire d'un schéma d'inspiration marxiste où la superstructure (les productions médiatiques) serait le reflet de l'infrastructure et en l'occurrence de médias, en grande partie entre les mains de « riches hommes majoritairement blancs » (« *ownership of media industries by wealthy-mostly white-men* », Byerly, Ross, 2006 : 5) ; cette argumentation implicite n'empêche toutefois pas les auteures de s'interroger sur la contradiction entre la place de plus en plus importante des femmes dans l'industrie des médias (parfois même à des postes de responsabilité) et la permanence des stéréotypes de genre. Les logiques de pouvoir ont manifestement raison des identités genrées, le statut de femme ne suffisant pas à faire de celles-ci des militantes de la cause féministe.

L'analyse de la représentation des femmes dans la fiction (cinéma, télévision...) est riche d'enseignements de tous ordres ; soulignons en particulier que l'approche, inspirée des *feminist cultural studies*, conclut à la persistance des stéréotypes genrés, malgré une diversification notable des modèles proposés. Même observation pour ce qui concerne le *media*

framing en matière d'information où la tendance générale à présenter les femmes comme des victimes, occulte la variété des expériences féminines, notamment en matière de réussite professionnelle. La réception des médias est elle aussi genrée, et en partie tributaire des appropriations de la technologie (comme en témoignent les travaux sur l'internet et la façon dont les femmes usent de cet outil, notamment dans sa dimension interactive) ; l'audience varie elle aussi selon le type de programmes proposé, les travaux sur la réception des *soap operas* restant un modèle de l'approche genrée. La bibliographie qui clôturait l'ouvrage recense près de 600 références portant sur les cinq continents, qui confirme une tradition de recherche déjà ancienne et permet une capitalisation de savoir précieuse. Seules deux d'entre elles sont françaises, renvoyant aux travaux de Michèle Mattelart²⁵.

Ce très vaste panorama des travaux sur « femmes et médias » recoupe en grande partie les thématiques des travaux menés en France depuis ces dernières années²⁶ : travaux sur la publicité, souvent considérée comme la quintessence des représentations des femmes dans les médias, sur la presse, et la presse féminine en particulier, voire la littérature féminine, ou encore le cinéma (création, représentations, réception/audience), sur les usages des techniques et technologies (internet notamment)²⁷. Ces approches se font dans des cadres théoriques et méthodologiques très divers (sémiologie, analyse de discours, analyse de contenu, sociologie des usages et des audiences, etc.), de même que l'ensemble des travaux sur les médias.

En revanche, les études sur les femmes en politique, ainsi que sur le sexe (érotisme, pornographie, pédophilie, homosexualité/homophobie, censure...), très présentes dans le panorama des revues françaises ici prises en compte, semblent relever d'une approche spécifiquement hexagonale²⁸. Dans le premier cas, les débats autour de la parité expliquent ce tropisme local, d'autant qu'à l'étranger les travaux sur la communication politique relèvent souvent de départements attachés au journalisme ou à la science politique. Quant au biais « sexologique », en attendant des investigations complémentaires sur ce qui se pratique à l'étranger, contentons-nous de nous réjouir d'y voir une spécialité française...

²⁵ Il s'agit de *Women, Media and Crisis : Femininity and Disorder* (1986) et de *Feminist Television Criticism : A reader* (1997). V. Barré, journaliste et membre de l'Association des femmes journalistes, est citée comme ayant participé à l'étude comme professionnelle des médias.

²⁶ Voir en particulier les dossiers des revues citées en annexe

²⁷ Soulignons que l'analyse du genre dans les magazines de mode en particulier est plébiscitée par les étudiantes de master, même si leur « entrée » relève d'une approche « média » plus que d'une approche par le genre.

²⁸ Deux des huit livraisons de revues répertoriées portent sur la question politique (*Mots*, 78/2005 et *Questions de communication*, 7/2005), auxquels il faut ajouter *Mots* (90), à paraître en 2009. Le sexe constitue l'entrée privilégiée du *Temps des médias* 1/2003 et de *MEI*, 20/2004.

Dépasser la binarité

Nous concluons ce trop rapide survol par un retour sur l'emploi du terme « genre » et en appelant de nos vœux un travail qui s'appuie sur la dimension radicalement contestataire de la notion, qui dépasse la binarité qui lui a été longtemps attachée ; un moyen, peut-être, de convertir en atout ce retard qui est le nôtre.

Des femmes au genre

Comme l'observe Maria Puig de la Bellacasa (in : Braidotti, Vonk, Wichelen, 2000 : 94-98), l'emploi du mot « genre » dans les titres publiés se développe à partir des années 90, le terme apparaissant bien plus porteur aux éditeurs que ceux de « sexe » (« rapports sociaux de sexe »), fortement connoté, ou de « femme » et « féministe », plus clivants ; il apparaît surtout comme novateur et donc susceptible d'attirer l'attention des lecteurs. Au-delà de ces considérations marketing, il est bien évident ces termes ne renvoient pas non plus à la même réalité scientifique. On a vu plus haut que le passage de « études féministes » à « études féminines » signalait un désengagement par rapport au militantisme revendiqué des pionnières. L'emploi du mot « genre » marque quant à lui un véritable changement de paradigme : en effet, il ne s'agit plus d'étudier les femmes comme une entité spécifique, sorte de peuplade séparée du reste de la société, mais de prendre en compte la complexité des interactions existant entre ses diverses composantes et donc d'inclure les hommes. On a alors parlé de « rapports sociaux de sexe », l'explicitation de la construction sociale ne laissant aucun doute sur la « naturalité » de ces rapports où la part du biologique est restreinte. Le terme de « genre » recouvre quant à lui les mêmes présupposés scientifiques, avec l'avantage de la brièveté et de la proximité avec le *Gender* anglo-saxon. Autant d'arguments qui auraient contribué à la bonne fortune du terme. Mais la volonté ainsi formulée de travailler conjointement sur les hommes et les femmes tend à réduire les rapports de sexe à deux composantes majeures : le genre, comme tout langage et tout pouvoir, prescrit. La réflexion sur le genre ne saurait donc se dispenser d'un retour sur la normativité (et sur la normalité ainsi sous-entendue) et les rapports de domination contre lesquels elle s'est elle-même construite, déconstruction sur laquelle viennent s'articuler les *Gays, Lesbians and Queer Studies*.

Judith Butler, Éric Fassin et Joan Scott (2007 : 287) rappellent la portée d'une interrogation par le genre : « Ce qui me perturbe, dit cette dernière, c'est quand les définitions prennent le genre pour une méthodologie familière, au lieu d'une manière de questionner ; c'est lorsqu'on fait du « genre » une réponse, ou une étiquette (le genre comme synonyme de

femmes, de sexes, de rôles sexués, renaturalisé et non dénaturisant) plutôt qu'une interrogation ». Au-delà d'une différence des sexes conçue en établissant le masculin et le féminin comme des points de référence, le terme « genre » est en effet un « défi à la pensée binaire » : « Il maintient la possibilité que certaines configurations de sexualité ou de genre pourront contester ou s'écarter de la matrice conceptuelle pour laquelle le masculin ou le féminin sont fixes ou présumés » (*ibid.* : 297).

Dans les travaux mentionnés ci-dessus (Byerly, Ross, 2006), la focale est resserrée sur le traitement des femmes par les médias, la comparaison se faisant implicitement avec celui dont bénéficient les hommes. Mais si la grille de lecture du féminisme a permis de découvrir la vertu heuristique d'une lecture sexuée du monde et des savoirs, la force de contamination de cette vision des choses doit conduire à mettre en cause tous les rapports de force et de domination constitués par une déconstruction critique fondamentale des impensés. C'est dans cette dynamique que se situe le passage des « *Feminist/feminine/Women Studies* » aux *Gender Studies*. Nous souhaiterions évoquer pour conclure deux exemples d'approches par le genre dont les *sic* pourraient bénéficier directement.

Deux exemples de la productivité de l'approche genrée en communication

À partir d'une analyse de la voix (l'organe vocal) et de ses usages en politique, un groupe de sociologues part de l'apparente évidence d'une opposition entre voix féminines (faibles) et voix masculines (fortes) – oppositions d'autant plus évidente que nombreuses sont les femmes politiques à se plaindre de n'être pas audibles dans les assemblées, faute d'une prise en compte de leur spécificité vocale. Mais l'étude révèle que la réalité physique des voix n'est pas si univoque et que dans bien des situations, le genre contredit le sexe : ainsi lorsque des hommes n'ont pas « une voix d'homme », et inversement. La hiérarchisation genrée des voix s'en trouve bouleversée. Ce « trouble dans le genre » n'induit pas une simple inversion des perceptions mais complexifie fondamentalement l'analyse des groupes d'hommes et de femmes. L'absence de recouvrement sexe/genre dans l'*ethos* des politiques – ici perçue par le biais de la voix – peut par ailleurs être instrumentalisée par les politiques, lorsqu'elle est perçue comme une ressource politique, ou au contraire minorée ou occultée quand est craint son effet contre-productif et stigmatisant (Bargel, Fassin, Latté, 2007 : 59).

L'usage que peuvent faire les *sic* de ce type d'interrogation est manifeste, par exemple dans le domaine des communications interpersonnelles ou de la communication politique. Soulignons aussi que ce genre de

questionnement sur le rapport entre voix et légitimité politique n'a pu être posé qu'à partir du moment où l'on a prêté attention aux appropriations différenciées de la voix selon le genre. On voit ainsi que l'interrogation par le genre, non contente de renouveler les problématiques existantes, suscite des questionnements nouveaux. Elle nous conduit à voir autrement la réalité qui nous entoure et révèle d'autres objets d'étude, « indétectables » en dehors de cette perception.

Le genre comme levier d'interrogation permet aussi d'aborder la question centrale dans la société actuelle de ce que Judi Joan, Éric Fassin et Joan Scott nomment « la racialisation des questions sexuelles/la sexualisation des questions raciales »²⁹. Nous ne développerons pas cette piste de réflexion, dont on voit cependant bien l'intérêt pour qui s'intéresse à ce qui se passe dans l'espace public contemporain et à la façon dont les médias comme les politiques (se) jouent de ces questions (banlieues, minorités « visibles », etc.).

Plus généralement, la force d'interpellation du concept de genre permet de repenser la construction identitaire de chaque individu à la fois comme être sexué et comme être social, à l'écart des assignations héritées du patriarcat et qui alimentent la domination masculine. Ce travail trouve son expression la plus aboutie dans le courant « *queer* », un courant théorique et politique qui propose une sexualité « dé-genrée » au sens patriarcal, au profit d'une sexualité « resignifiée » (Bourcier, 2001). Une problématique à laquelle les sic, compte tenu des objets d'étude qui sont les siens, ne sauraient rester étrangères.

Conclusion

Nous avons conscience du caractère exploratoire du travail ici proposé, avec les lacunes inhérentes à ce type d'exercice. Son but sera atteint s'il permet de poursuivre la réflexion engagée sur les relations entre sic et genre. On espère au moins avoir rappelé que « le sexe de la communication n'a rien à voir avec celui des anges », pour paraphraser le titre de l'ouvrage célèbre de Michèle Le Doeuff (1998). Forts de cette conviction, soutenue par les travaux sur sic et genre qui se développent en France depuis le début de cette décennie, suivant en cela l'exemple de ce qui se fait à l'étranger pour le plus grand bénéfice de la discipline, il nous faut désormais franchir un cap supplémentaire.

Il s'agit d'abord d'approfondir et d'affiner l'esquisse de bilan ici proposée, afin de disposer d'une cartographie précise des recherches menées en la matière, des enseignements dispensés, des lieux et des personnes d'ores et

²⁹ Sur ce point, voir *Nouvelles questions féministes* (25/1, 2006).

déjà impliqués dans ce type de travaux. Il s'agira ensuite de proposer un programme de recherche consistant à aborder sous cet angle toutes les composantes du vaste domaine des sic, directement concerné, on l'a vu, par une approche genrée (communication interpersonnelle, nouvelles technologies, médias, espace public, communication politique...) ; et ce, sans exclusive s'agissant des méthodes mises en œuvre mais portés par la seule exigence de déconstruction critique des impensés, qui est au fondement de l'interrogation de genre, et rejoint en cela l'objectif heuristique inhérent à toute quête de savoir. Laissons-nous donc gagner par le trouble du genre pour repenser radicalement objets, postures et théories et permettre que les lions deviennent chasseurs, les historiens lions ou les chasseurs historiens...

Annexe : livraisons des revues en sic ou apparentées ayant consacré un dossier au genre (selon la liste CNU, voir *infra* note 14)

MEI, 2004, « Sexe et communication », 20, sous la direction de J. Bouchard et P. Froissart.

Mots. Les langages du politique :

— 2005/78, « Usages politiques du genre », sous la direction de D. Desmarchelier et J. Rennes.

— 2009/90, « Campagne de genre », sous la direction de M. Coulomb-Gully (à paraître)

Questions de communication, 2005/7, « Espaces politiques au féminin », sous la direction de B. Fleury et J. Walter.

Réseaux :

— 2003, 21/12, « Une communication sexuée ? », sous la direction de S. Bonnafous, J. Jouët et R. Rieffel.

— 2000, 18/103, « Le sexe du téléphone », sous la direction de L. Quéré et S. Zbigniew.

Sciences de la société, 2007/70, « Le 8 mars à la Une », sous la direction de S. Bonnafous et M. Coulomb-Gully.

Sociétés et représentations, 2007/24, « (En)quêtes de genre », sous la direction de L. Bargel, M. Della Sudda et Fr. Matonti.

Le Temps des médias :

— 2003/1 : si elle n'est pas directement consacrée au genre, sous le titre « Interdits », cette première livraison aborde nombre de questions liées au sexe.

— 2009/12, « Femmes », sous la direction de Cl. Blandin et C. Méadel (à paraître).

Références

- Bard Ch., Baudelot Ch., Mossuz-Lavau J., dirs, 2004, *Quand les femmes s'en mêlent*, Paris, La Martinière.
- Bargel L., Fassin E., Latté S., 2007, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre : le travail des interprétations », *Sociétés et représentations*, 24, pp. 59-77.
- Baudelot Ch., Establet R., 2001, « La scolarité des filles à l'échelle mondiale », pp. 103-124, in : Blöss Th., dir., *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bellacasa M.-P. de la, 2000, « The sex/gender in Euroepan French-speaking contexts », pp. 94-98, in : Braidotti R., Vonk E., van Wichelen S., eds, 2000, *The Making of Women's Studies*, ATHENA, Utrecht University, vol. 2.
- Bertini M.-J., 2005, « Un mode original d'appropriation des *Cultural Studies* : les études de Genre appliquées aux sic. Concepts, théories, méthodes et enjeux », *MEI*, 24-25, pp. 116-124.
- Bonnafous S., Coulomb-Gully M., 2007, « La JIDF en France : entre marronnier et foulard islamique », *Sciences de la société*, 70, pp. 80-94.
- Bougnoux D., 1998, *Introduction aux sic*, Paris, Éd. La Découverte.
- Bourcier M.-H., 2001, *Queer zones*, Paris, Balland.
- 2005, « Études culturelles et minorité indisciplinées dans la France métropolitaine », *MEI*, 24-25, pp. 87-100.
- « *Cultural Studies* et politique de la discipline : *talk dirty to me* », multitudes. samizdat.net (consulté le 10/09/08).
- Boure R., dir., 2002, *Les origines des sic*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- Braidotti R., Vonk E., van Wichelen S., eds, 2000, *The Making of Women's Studies*, ATHENA, Utrecht University, vol. 2.
- Butler J., Fassin E., Scott J., 2007, « Pour ne pas en finir avec le genre », *Sociétés et représentations*, 24, pp. 285-306.
- Byerly C., Ross K., 2006, *Women and Media. A Critical Introduction*-USA, UK, Blackwell Publishing.
- Coulomb-Gully M., 2006a, « La JIDF à la télévision française : 1982-2002 », *Communication*, vol 24, 2, Québec, pp. 29-47.
- 2006b, « La séquence des téléspectatrices », *Questions de communication*, 10, pp. 297-318.
- 2007, « Aux Unes, citoyennes ! », *Sciences de la société*, 70, pp. 3-17.
- Coulomb-Gully M., Bonnafous S., dirs, 2007, « Le 8 mars à la Une. Une étude internationale », *Sciences de la société*, 70.
- CREDEF, 2001, *Vingt-cinq ans d'études féministes. L'expérience Jussieu*, Paris, Publications universitaires Denis-Diderot.
- Duby G., Perrot M., dirs, 1991, *Histoire des femmes en Occident, de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Plon.

- Fassin É., « Questions sexuelles, Questions raciales : parallèles, tensions et articulations », pp. 230-248, in : Fassin D., Fassin É., dirs, 2006, *De la question sociale à la question raciale*, Paris, Éd. La Découverte.
- Fougeyrollas-Schwebel D., Palnté Ch., Riot-Sarcey M., Zaidman C., dirs, 2003, *Le genre comme catégorie d'analyse. Sociologie, histoire, littérature*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Froissart P., Cardy H., 2006, « Sexe et SIC : les SIC au risque de la parité », pp. 267-278, in : *Actes du XV^e congrès de la SRSIC, Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*.
- Griffin G., dir, 2002, *Women's Employment, Women's Studies, and Equal Opportunities 1945-2001*, Pays-Bas, University of Hull.
- 2005, *Doing Women's Studies, Employment opportunities, Personnal impact and Social consequences*, London, New-York, Zed Book.
- Griffin G., Braidotti R., dirs, 2002, *Thinking differently. A reader in European Women's Studies*, London, New-York, Zed Book.
- Guionnet Ch., Neveu É., 2004, *Féminins/Masculins. Sociologie du genre*, Paris, A. Colin.
- Laufer J., Marry C., Maruani M., dirs, 2001, *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme*, Paris, Presses universitaires de France.
- Le Doeuff M., 1998, *Le sexe du savoir*, Paris, Aubier.
- Le Feuvre N., Andriocci M., 2002, « Women's Studies in France », pp. 231-291, in : Griffin G., dir, *Women's Employment, Women's Studies, and Equal Opportunities 1945-2001*, Pays-Bas, University of Hull.
- Le Temps des médias, 2003, « Interdits. Tabous, transgressions, censures », I.
- Macé É., 2006, *As seen on TV. Les imaginaires médiatiques, Une sociologie post-critique des médias*, Paris, Éd. Amsterdam.
- Maigret É., Macé É., 2005, *Penser les médiacultures*, Paris, A. Colin.
- Mattelart M., 2003, « Femmes et médias. Retour sur une problématique », *Réseaux*, 120, pp. 23-51.
- Mattelart A., Mattelart M., 1995, *Histoire des théories de la communication*, Paris, Éd. La Découverte.
- Mattelart A., Neveu É., 2008, *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, Éd. La Découverte
- MEI, 2004, « Sexe et communication », 20.
- 2006, « Études culturelles et Cultural Studies », 24-25.
- Miège B., 1995, *La pensée communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Mnésosyne, 2007, *Bulletin d'information*, 5, « L'histoire des femmes et du genre dans l'édition française », 5.
- Mots. Les langages du politique, 2005, « Usages politiques du genre », 78.
- Mucchielli A., 1995, *Les SIC*, Paris, Hachette.

Nouvelles questions féministes, 2006, « Sexisme et racisme : le cas français », 25/1.

Olivesi S., dir., 2006, *sic : Objets, savoirs, disciplines*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Picq F., 2002, « The History of Feminist Mouvement in France », pp. 313-321, in : *Thinking differently. A reader in European Women's Studies*, London, New-York, Zed Book.

— 1993, *Libération des femmes. Les années mouvement*, Paris, Éd. Le Seuil

Questions de communication, 2005, « Espaces politiques au féminin », 7.

Réseaux, 1996, « Les Cultural Studies », 80.

— 2000, « Le sexe du téléphone », 103.

— 2003, « Une communication sexuée ? », 120.

Sciences de la société, 2007, « Le 8 mars à la Une », 70.

Sociétés et représentations, 2007, « (En)quêtes de genre », 24.

Thébaud F., 1998, *Écrire l'histoire des femmes*, Lyon, ENS Éd.

Théry I., 2007, *La distinction de sexe. Une nouvelle approche de l'égalité*, Paris, O. Jacob.

Van Zoonen L., 1994, *Feminist Media Studies*, London, Sage.

Viennot E., 2000, « The Position of Women's Studies in France », pp. 170-177, in : Braidotti R., Vonk E., van Wichelen S., eds, *The Making of Women's Studies*, AHTEA, Utrecht University, vol. 2.

Sitographie

Site du Réseau interuniversitaire et interdisciplinaire national sur le genre (RING), <http://www.univ-paris8.fr/RING/> (consulté le 10/09/08).

Site de l'Association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités (EFIGIES), <http://www.efigies.org/> (consulté le 10/09/08).

Site de l'Association nationale des études féministes (ANEF) : <http://www.anef.org/publications> (consulté le 10/09/08).

Site du CNU (71^e section) : <http://cnu71.free.fr> (consulté le 10/09/08).